

Bruxelles souhaite une plus grande concurrence dans le haut débit

Une chose est certaine, Reding ne manque pas de détermination. Elle en a encore fait la démonstration en se déclarant favorable à une réforme de la réglementation actuelle sur le haut débit européen afin de favoriser un meilleur jeu de la concurrence dans l'UE.

Pour l'instant, il ne s'agit que de discussions, mais d'après le quotidien *Les Echos*, « le texte devrait être voté au mois de juillet. »

D'après le *Financial Times*, la commissaire envisage de mettre en place des règles de détail sur le haut débit. Elle justifie ce choix en expliquant que la régulation actuelle ne porte que sur les activités de gros.

Interrogée dans les colonnes du quotidien économique, elle a indiqué : « Nous pourrions imaginer de donner aux régulateurs nationaux le pouvoir de contraindre les opérateurs historiques, lorsqu'il y aurait un problème sérieux, à assurer aux autres opérateurs un accès non discriminatoire à leur réseau. »

D'après elle, la problématique de la régulation du haut débit est primordiale, cruciale même, dans la mesure où cette technologie de communications apporte des services de plus en plus importants et nécessaires à la vie quotidienne. Par exemple les services de médecine à distance ou d'e-administration...

Le bilan de la pénétration du haut débit en Europe est pourtant plutôt bon, et l'Hexagone fait même mieux que la moyenne européenne avec un taux de pénétration du haut débit à 19 % au 1 octobre 2006.

En 2006, 20 millions de nouvelles connexions au haut débit ont été signalées, soit une progression de 39 % par rapport à 2005.

Reste que pour la charismatique commissaire européenne, il reste huit États membres sous la barre des 10 %, ce qui selon elle : « est inacceptable ».